

Fiche de lecture :
Sauvons la terre de Yves Cochet

Notre planète court à la catastrophe. Nos pratiques actuelles, notre mode de développement sont les principales causes de cet état de fait. Mais malgré les nombreux signaux d'alarmes, les pouvoirs politiques semblent ne pas réagir et aucune mesure n'est prise. Quels sont les problèmes écologiques visibles aujourd'hui ? Leur degré de dangerosité pour la survie de la terre ? Pourquoi les pouvoirs politiques ne réagissent pas ? C'est ce que tente d'expliquer Yves Cochet, ancien ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, député Vert de Paris, dans son ouvrage Sauver la Terre coécrit avec Agnès Sinäi, journaliste au Monde diplomatique.

Cet été nous avons tous pu ressentir les premiers effets de la catastrophe écologique. Pendant que la canicule provoquait 10 000 décès en France, les USA subissaient leur plus impressionnante invasion de criquets. Pourtant rien de nouveau n'a été réalisé en matière de diminution des problèmes écologiques depuis cette catastrophe.

Ce qui est impressionnant c'est que non seulement les pouvoirs politiques actuels ne réagissent pas lorsqu'il y a des catastrophes, mais qu'en plus notre mode actuel de développement n'est pas viable à long terme.

En effet, il est basé sur l'exploitation de ressources non renouvelables comme le pétrole qui dans peu de temps sera épuisé (en deux siècles nous avons épuisé des réserves qui avait mis 500 millions d'années à se constituer). L'utilisation de ces ressources entraîne le rejet de polluants dans l'atmosphère, polluant aggravant l'effet de serre, et contribuant au réchauffement de la planète. Normalement, la température globale à la surface de la planète augmente de 1° C en mille ans, actuellement, l'augmentation serait de l'ordre de 1,4 à 5,8 °C en cent ans. Cette augmentation rapide de la température entraîne une fonte des calottes glaciaires qui ne restera pas sans conséquences sur les populations humaines, mais elle risque également d'avoir une répercussion sur la biodiversité, quelles en seraient les conséquences sur l'eau, l'air, les écosystèmes ?

Appauvrissement de la couche d'ozone, augmentation du taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, perte de biodiversité et extinction des espèces, pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, déforestation et perte des habitats naturels, augmentation des déchets toxiques, épuisement des ressources non renouvelables, augmentation de la population mondiale, tous ces problèmes sont interconnectés. Ce qui fait que même si les causes disparaissaient leurs effets se prolongeraient pendant des dizaines voire des centaines d'années. Il est donc plus que temps de réagir, surtout si l'on considère que certaines causes sont désormais irréversibles, comme la disparition d'espèces animales ou végétales, l'érosion des sols...

La principale cause de ce déni de la crise environnementale actuelle est que les changements de l'environnement ne sont pas dans la plupart des cas accessibles aux sens, on ne s'aperçoit de cette évolution que lorsque le dommage est arrivé. Les décideurs nient ou minimisent l'importance de la crise ou garantissent que la science et la technologie pourront nous en tirer. Pourtant les enjeux sont forts : il s'agit de la survie de l'humanité. Actuellement, nous mettons en péril les conditions objectives de la vie sur la Terre. La Terre est trop sollicitée pour soutenir nos modes de production et de consommation actuelle, nos besoins dépassent les capacités de la planète, nos modes de production et de consommation sont impossibles à généraliser à l'ensemble de la planète, c'est écologiquement insoutenable. Il devient nécessaire de prendre conscience de cette crise afin de mettre au point des mesures visant à en réduire les causes. Mais à l'heure actuelle cette crise est sous estimée voire déniée.

Malgré la montée des dangers, le monde politique et économique et plus généralement nos concitoyens se soucient peu de la crise environnementale, sauf en quelques occasions spectaculaires telles que les marées noires ou les catastrophes industrielles. Encore faut-il ajouter que ces catastrophes n'ont pas remis en cause le type d'industrie qu'elles illustrent.

La diminution des réserves de pétrole et les crises politiques qu'elles engendrent devraient inciter les gouvernements à planifier la baisse de notre consommation de pétrole et tenir ainsi nos engagements internationaux dans le cadre du protocole de Kyoto mais 90% des mesures sont au point mort.

Même le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) crie dans l'indifférence générale que si d'immenses changements ne sont pas décidés de toutes urgences on court vers la catastrophe.

Pourquoi ce déni ?

Une explication psychologique serait que collectivement une population serait soumise à une dissonance cognitive lorsqu'elles refuseraient de tenir compte d'alertes pourtant observables, jusqu'à risquer le suicide social plutôt qu'entendre la raison. Ainsi face à la montée de la crise environnementale les responsables et même les populations tentent de réduire l'inconfort provoqué par les alertes des scientifiques en ne retenant pas les informations dérangeantes que ceux-ci diffusent. C'est la politique de l'autruche.

Une autre explication se trouverait dans notre mode de production actuel. En effet, celui-ci est basé sur le productivisme, c'est l'économie qui s'impose dans les représentations, dans les décisions, aux détriments entre autre de l'environnement naturel ; la nature est ainsi considérée comme inépuisable et indestructible. Elle est ignorée par cette pensée économique. Il revient moins cher aux entreprises et aux particuliers de couper les arbres sans se soucier de l'avenir. L'économiste Robert Costanza a évalué à quelque 33 000 milliards de dollars par an (estimation minimale) la totalité des services rendus à l'humanité par les écosystèmes de la planète. (Le PIB mondial annuel étant de l'ordre de 18 000 milliards). Il serait donc temps de se rendre compte, à un niveau international, à quel point notre survie dépend de la survie de notre environnement...

En août 2002, avait lieu le sommet de Johannesburg en Afrique du sud. Ce sommet avait pour but premier de réduire l'empreinte laissée par les activités humaines sur la nature à une échelle internationale. Mais, en partie à cause de forts enjeux économiques, le sommet de Johannesburg n'aura abouti à aucun accord, aucune nouvelle convention de protection de l'environnement. Aucune date butoir n'a été fixée pour les conventions précédentes et il y a même eu des retours en arrière par rapport aux conventions signées lors du sommet de Rio.

<p>Malgré l'évidence de la crise environnementale personne ne semble prêt à bouleverser les politiques publiques, à modifier radicalement les modes de production et de consommation de nos sociétés industrialisées. Il semble que les citoyens préfèrent se cacher la réalité plutôt que de modifier radicalement leur mode de vie. Ce qui est totalement irrationnel puisqu'il en va de notre survie à tous, et de la survie des générations futures. Les enjeux de cette crise me semblent plus importants que tous les enjeux économiques qui empêchent de mettre en place des mesures pour réduire cette crise et pourtant rien n'est fait. Faudra t'il attendre qu'il soit trop tard pour réagir ?</p>
